

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1464>

Pas de progrès social sans organisations syndicales indépendantes

- International -

Date de parution : 3 juin 2011

Date de mise en ligne : mercredi 15 juin 2011

Mis à jour le : mercredi 15 juin 2011

UGTG.org

A l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, une "Rencontre en défense de l'indépendance des syndicats et des conventions de l'OIT" s'est tenue à Genève les 4 & 5 juin 2011, en présence de délégués venus d'Algérie, de Chine, des Etats-Unis, de France, de Guadeloupe...

Nous publions le compte-rendu de la « Rencontre en défense de l'Indépendance des syndicats et des conventions de l'OIT » (Genève 4 & 5 juin 2011).

La résolution adoptée à l'issue des échanges peut être consultée [ICI](#).

Pas de progrès social sans organisations syndicales indépendantes

Présidé conjointement par **Louisa Hanoune** et **Daniel Gluckstein**, coordinateurs de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, la Conférence a été ouverte par **Abdelmadjid Sidi Saïd**, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

Prolongeant une discussion engagée lors de la [Conférence mondiale ouverte d'Alger](#) et en rapport avec les développements en cours au sein même de la conférence internationale du travail, il a mis en relation l'existence des « puissants de la terre » et des « puissants syndicaux » dans le cadre du G 20 syndical. Puis, il a insisté sur le combat mené par l'UGTA pour « consacrer la négociation collective dans la Constitution algérienne ».

Dénonçant la volonté de normalisation dans le cadre de la Conférence syndicale internationale (CSI), ainsi que la tentative de remplacer les syndicats par des ONG au sein du Bureau international du travail (BIT), il a attiré l'attention des délégués sur le danger qui consisterait à transformer les syndicats « en de simples machines de transmission ».

Dans son allocution de bienvenue, **Eric Voruz**, député du Parti socialiste suisse, a précisé les enjeux de cette conférence : « Conscientes de la force extraordinaire que représentent, de bas en haut et de haut en bas, les organisations de travailleurs engagées sur la voie du combat, les institutions du capital cherchent, par tous les moyens, à se les subordonner, voire à s'en faire parfois des alliés dociles. Ce n'est pas le chemin que nous voulons prendre. Nos organisations syndicales doivent le comprendre, c'est pourquoi nous décidons de lutter pour l'indépendance syndicale face tous pouvoirs, où ils viennent ! »

Question sur laquelle a insisté également **Patrick Hœbert**, syndicaliste français, qui a rappelé qu'il s'agissait aujourd'hui pour les dirigeants de faire payer aux travailleurs et aux peuples les conséquences de la crise.

Il a expliqué les conditions dans lesquelles le capitalisme en crise essayait de corseter le mouvement syndical, de transformer les syndicats en instruments pour faire passer sa politique », précisant le rôle joué par la Conférence européenne des syndicats (CES), qui annonce le « Pacte Euro plus » tout en demandant le report de sa mise en oeuvre. Mais il a rappelé que « si toutes ces manoeuvres étaient nocives, la lutte de classe restait le moteur de l'histoire. Car malgré l'encadrement politique et syndical, la classe ouvrière n'accepte pas. Elle a commencé à se battre. »

Louisa Hanoune a mis en rapport les plans d'ajustement structurel du FMI en Afrique et les plans de rigueur imposés maintenant en Europe, tentant d'imposer la mise sous tutelle des nations. Elle a indiqué que l'Algérie connaissait une situation assez exceptionnelle où 1 des dizaines de grèves se multiplient, à 90 % victorieuses. Ces grèves ont permis d'arracher notamment la titularisation de 27 000 personnels dans le secteur de l'éducation. Car « l'offensive n'est pas inéluctable », a-t-elle affirmé, insistant sur « le cadre large que constitue l'Entente internationale » et sur la nécessité de le renforcer et de l'élargir, car « le succès de cette conférence n'est pas lié uniquement à la continuité avec la CMO (Conférence mondiale ouverte d'Alger-NDLR), mais aussi au fait qu'elle exprime une volonté de rechercher les voies et les moyens pour défendre les conquêtes et en arracher de nouvelles ».

« Nous avons connu en Afrique les plans d'ajustement structurel », a affirmé **Tatavi Gbikpi-Benissan**, syndicaliste togolais, en précisant : « Et maintenant, nous connaissons partout les plans d'ajustement budgétaire. »

Refuser l'intégration de l'OIT (et singulièrement des syndicats) aux institutions de la gouvernance mondiale, tel est bien l'enjeu. **Daniel Gluckstein** a alerté sur les menaces qui pèsent sur l'indépendance des organisations ouvrières. Ainsi, le rapport de **Juan Somavia** préparatoire à la 100e session de l'OIT encourage un « nouveau modèle de croissance pour promouvoir la cohésion sociale » et indique qu'il est nécessaire de « respecter le contexte des objectifs de stabilité budgétaire et d'associer les partenaires sociaux à la définition de la stratégie générale ». Or « il n'y a pas de progrès social si, au point de départ, les organisations syndicales ne sont pas indépendantes », a rétorqué **Daniel Gluckstein**. Concernant l'offensive contre la protection sociale, il a souligné que l'OIT préconisait de « prendre des mesures pour que la population accepte les risques liés au changement. Il faut qu'elle bannisse un niveau minimal de sécurité. »

Julio Turra, syndicaliste brésilien, est également revenu sur cette offensive. Il a ainsi affirmé que, selon le groupe patronal, ce socle minimal devrait être compatible avec les impératifs budgétaires de chaque Etat.

Sur tous les continents, les travailleurs et les militants ouvriers sont confrontés à des obstacles. **Nancy Wohlforth**, membre du comité exécutif national de l'AFL-CIO (à titre personnel), a rappelé les concessions faites par les dirigeants syndicaux à Obama dans de nombreux domaines. Ils ont ainsi renoncé à exiger, malgré la mobilisation de milliers de travailleurs, le retrait des troupes d'Afghanistan ou encore un véritable système de sécurité sociale. Ce qui pose « la nécessité de construire un mouvement des travailleurs indépendant » qui « rompe avec le système du bipartisme », a-t-elle conclu.

« Nous rejetons les diktats en direction des organisations syndicales au nom d'un prétendu dialogue social », a affirmé **Mouna Hamitouche**, conseillère municipale d'Islington, en Grande-Bretagne, alors que les grèves se multiplient dans tous les secteurs contre le plus grand plan d'austérité jamais connu.

Partout en Europe, les gouvernements cherchent à imposer les diktats de l'Union européenne et à faire en sorte que les organisations syndicales soient partie prenante de la mise en oeuvre de ces plans.

En Espagne, cette offensive prend la forme de la signature du « pacte social » signé par le gouvernement et les directions syndicales, « pacte qui augmente à 67 ans l'âge de départ à la retraite et réduit le montant des pensions », souligne **Luis Gonzales**, syndicaliste espagnol.

En Italie, **Lorenzo Varaldo**, syndicaliste, a signalé le refus des dirigeants syndicaux d'appeler à la grève nationale pour le retrait du plan Marchionne, qui remet en cause le contrat national.

En Allemagne, la direction du DGB a signé un accord avec le gouvernement qui a entraîné une réduction de 4 % des salaires, a relaté **H.-W. Schuster**, membre du syndicat Ver.di.

Dans ce contexte d'Euros ensemble, les patrons cherchent systématiquement à remettre en cause les normes au prétexte qu'elles seraient dépassées, a affirmé **Marc Blondel**, syndicaliste français. Il a invité l'Entente et les dirigeants à la conférence à avancer sur la voie d'un regroupement semblable à celui de l'Association internationale des travailleurs.

Le droit à la négociation collective est également remis en cause. Droit remis en cause en France, comme l'a rappelé Jean-Charles Marquiset, syndicaliste, par la loi dite de la représentativité syndicale qui impose de nouveaux critères permettant d'éliminer certains syndicats de la négociation.

Mais aussi en Belgique, le nouvel accord interprofessionnel a été voté par le Parlement et appliqué par le gouvernement qui gère les affaires courantes, a fait remarquer **Bernadette Mussche**, syndicaliste, malgré l'accord de la seule centrale chrétienne. « *Le gouvernement a dit que c'était un succès, comme l'intervention de l'armée belge en Libye* », a-t-elle précisé.

Cai Chongguo, animateur du China Labour Bulletin, est revenu sur la nécessité d'aider les jeunes ouvriers chinois à se former au droit à la négociation collective, car le développement de la négociation collective ouvre la voie au syndicalisme indépendant. Il a précisé que la presse chinoise parlait de « *concertation collective* » pour éviter de parler de négociation collective.

« *Nous voulons prendre nos décisions nous mêmes* », a déclaré **Touriya Lahrech**, syndicaliste marocaine, saluant la révolution tunisienne.

La question du combat pour le respect des conventions de l'OIT a été largement débattue. Plusieurs dirigeants sont revenus sur les menaces qui pèsent sur les conventions 87 et 98 concernant la liberté syndicale ([voir l'appel](#)).

Elie Domota, secrétaire général de l'UGTG, a expliqué comment l'Etat français organisait une vague de répression sans précédent contre les syndicalistes.

Rubina Jamil, syndicaliste, a indiqué que le gouvernement pakistanais interdisait la création de syndicats dans les entreprises de moins de cinquante travailleurs.

La défense de ces conventions de l'OIT est subordonnée au combat contre le travail précaire. Ainsi, **Ali Korkmaz**, responsable syndical dans le groupe des travailleurs migrants, a expliqué que, dans la dernière période, ce sont d'abord les travailleurs migrants qui ont été licenciés par les entreprises suisses.

La gouvernance mondiale menace certes les conventions de l'OIT et l'indépendance des organisations syndicales, mais, comme cela a été rappelé dans la conclusion de la conférence, « *il existe dans la classe ouvrière des réserves de résistance qui ont tendance à bousculer tout ce qui est prévu du point de vue de la gouvernance* ».

Source : Christel Keiser, dans Informations ouvrières (France), n° 152 semaine du 9 au 15 juin 2011.

Post-scriptum :

Lire : [Résolution de la « Rencontre en défense de l'indépendance des syndicats et des conventions de l'OIT » \(Genève 4 & 5 juin 2011\)](#)